

Le Président**RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE PSE DESTINÉ AU CONGRÈS DU PSE****Décembre 2006**

La première moitié de la législature a été un succès. Bien qu'il soit le deuxième groupe parlementaire, notre Groupe a joué un rôle moteur sur le plan politique. Notre détermination et notre cohésion globale ont fait de nous la force active au Parlement européen et nous permettent d'orienter l'action politique dans notre direction.

Dans la grande majorité des cas, nous avons fait preuve d'une unité plus forte que les autres groupes, notamment le PPE. Nous avons ainsi clairement joué un rôle de leader en termes de contenu et de procédure. Si notre soutien est indispensable à la Commission, nous réalisons à présent que nous pouvons former des majorités solides pour modifier les propositions de la Commission, ainsi que le démontre notre grande réussite avec la directive sur les services.

Le Groupe a notamment joué un rôle déterminant dans la modification de la Commission Barroso. Notre unité a contraint le président Barroso à revoir sa position, pour finalement remplacer Buttiglione et Udre et modifier la distribution des portefeuilles. C'est ainsi grâce à l'action des Socialistes que le Parlement est, pour la première fois dans l'histoire, intervenu dans la définition de la structure de la Commission. Tout récemment, nous avons pu afficher la même cohésion et la même force pour exiger le changement du commissaire désigné roumain.

Le Groupe socialiste a également opéré un certain nombre de changements organisationnels pour s'adapter à l'Union européenne élargie. Le Groupe a de nouveau été à l'avant-garde en ce qui concerne la promotion des activités de deux unités (élargissement; Méditerranée et Moyen-Orient, cette dernière étant de création plus récente) qui travaillent non seulement sur le contenu de la politique européenne de voisinage, mais aussi sur l'amélioration des relations avec les pays de l'Est et du Sud. Un autre changement a résidé dans la création de cinq groupes de travail horizontaux, qui permettent une meilleure coordination entre les membres des différentes commissions sur les questions politiques étroitement liées.

L'étroite coopération entre notre Groupe et le PSE sous la direction de Poul Nyrup Rasmussen constitue par ailleurs un élément très important pour la qualité de notre travail.

Rappelons simplement quelques-uns de nos grands succès:

Élargissement

La position de notre Groupe concernant l'élargissement est à la fois positive, réaliste et tournée vers l'avenir. Nous avons fort bien réussi à élargir notre Groupe en y intégrant de nouveaux collègues originaires des dix nouveaux États membres.

Nos nouveaux collègues ont immédiatement pris part à la prise de décisions, aux partages d'expériences et aux engagements.

À l'inverse, le Groupe PPE perd chaque jour un peu plus de sa cohésion interne, en formant des alliances avec différents types de forces, dont des mouvements anti-européens et populistes, tandis que notre force se consolide de par la recherche d'alliances progressistes fondées sur des valeurs communes.

Le Groupe socialiste a considérablement contribué à la réussite de l'élargissement, en envoyant un message fondamental d'intégration.

Pour nous, l'élargissement est une opportunité énorme pour l'Europe. C'est pourquoi nous nous sommes opposés à l'option d'un «accord privilégié» avec la Turquie et à la mise en place de nouvelles conditions d'adhésion. Le PSE a joué un rôle crucial dans la définition de la position du PE qui a invité le Conseil européen à ouvrir les négociations avec la Turquie (rapport Eurling, décembre 2004). Alors que le PPE était profondément divisé, nous avons su démontrer l'unité des membres de notre Groupe.

À la veille de l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, nous continuons à nous pencher sur l'avenir de l'Europe et à accompagner les progrès des pays candidats (Turquie, Croatie et ARYM). Nous nous réjouissons des efforts consentis par ces pays, tout en rappelant qu'il ne peut y avoir de compromis sur les critères de Copenhague.

Toutefois, le traité de Nice ne procure pas de base appropriée pour les prochains élargissements; il nous faut alors rappeler aux chefs d'État et de gouvernement qu'ils ont l'obligation de mener à terme un processus constitutionnel avant les prochaines élections européennes, afin d'éviter tout retard dans les négociations d'adhésion en cours.

La Constitution

On ne sait toujours pas si la Constitution verra la lueur du jour sous sa forme actuelle, mais une chose est sûre: l'Europe a besoin des réformes énoncées dans la Constitution pour continuer à fonctionner.

Le Groupe socialiste estime qu'il ne convient pas d'anticiper les conclusions ni d'exclure des possibilités d'avancement avant les conclusions du débat sur l'avenir de l'Europe. Cependant, même si le processus de ratification a été bloqué, nous considérons tout de même que les valeurs et les principes qui sous-tendent le texte restent valables et que nous avons besoin d'une Europe forte afin que les mesures prises soient conformes à nos priorités politiques.

Si la Constitution prévoit une plus grande clarté quant à la nature et aux objectifs de l'Union, une plus grande responsabilité démocratique, une plus grande efficacité et un rôle renforcé de l'UE dans le monde, elle confère surtout davantage de droits aux citoyens (rapport Corbett, janvier 2005; rapport Duff/Voggenhuber, janvier 2006).

Le Groupe socialiste insiste sur la nécessité d'une solution qui permette à l'UE de fonctionner d'une manière à la fois sûre et efficace. En juin 2006, l'adoption de la proposition de résolution Leinen a confirmé l'engagement du PE et du PSE à parvenir à une solution constitutionnelle d'ici 2009.

Notre modèle économique et social

Le Groupe socialiste est devenu une référence en termes d'Europe sociale. Nous avons notamment produit plusieurs documents importants liés à l'agenda de Lisbonne, dont le document intitulé «Une Europe de l'excellence».

Le Groupe socialiste est celui qui maintient l'esprit de l'agenda de Lisbonne en vie: nous avons proposé et obtenu la création, au sein du PE, d'un groupe de 33 députés européens chargé de traiter cette question de manière plus coordonnée (le G 33); nous soutenons les initiatives visant à améliorer la gouvernance économique et à réglementer les marchés financiers au niveau européen.

De plus, nous sommes pour la création d'un Fonds d'ajustement à la mondialisation.

Le Groupe socialiste continue d'être le groupe parlementaire qui lutte le plus et avec le plus de succès pour les droits des travailleurs dans l'UE. Nous continuons à insister sur la nécessité d'un équilibre entre vie privée et vie professionnelle, d'emplois de qualité et d'heures de travail réglementées. Suite à l'adoption du rapport Cercas concernant la révision de la directive sur le temps de travail en mai 2005, nous déplorons l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le Conseil sur ce point: sans accord, l'utilisation de termes tels que «flexicurité» et conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale sont dépourvus de tout sens pour les travailleurs.

Nous œuvrons pour une Europe socialement juste, avec davantage d'opportunités d'emploi et un environnement sûr. Nous sommes pour un nouveau concept de citoyenneté européenne, reposant sur le principe selon lequel tout le monde a des droits et des obligations.

Services

- Directive sur les services

La directive sur les services a peut-être été le dossier le plus controversé et le rapport Gebhardt l'un des plus grands succès de notre Groupe et du Parlement depuis les premières élections directes.

Nous avons réussi à imposer un changement de direction fondamental au niveau du contenu: une directive néolibérale a fini par suivre une orientation sociale. Le Groupe socialiste est parvenu à faire bouger les choses, notamment grâce à la coopération avec la Confédération européenne des syndicats (CES), et a obtenu une large majorité en faveur de l'exclusion de toute mise en péril du droit au travail et de la préservation des dispositions actuelles concernant le détachement de travailleurs; de la suppression du principe du pays d'origine; de la restriction du champ d'application de la directive en excluant les services de santé, sociaux et audiovisuels et de la mise en place d'un certain nombre de dérogations pour les services publics.

Au plan institutionnel, le Parlement a imposé sa position. Au terme d'une procédure législative qui a duré trois ans, le PE a clôturé ce dossier le 15 novembre dernier, après être parvenu à établir la libre prestation de services en Europe selon des orientations sociales et équitables.

- Services d'intérêt général

D'une manière générale, la position du Groupe socialiste concernant les services publics est très claire: l'accès à des services publics de qualité est à la fois une question politique majeure et un élément essentiel du modèle de société européen. Des bonnes écoles et de bons hôpitaux, une eau propre, des transports et des sources d'énergie sûrs et fiables figurent dans la plupart des définitions d'une bonne qualité de vie. Nous exigeons que des mesures soient prises pour sauvegarder et renforcer les services publics dans toute l'Union européenne.

Nous sommes le tout premier groupe politique à avoir élaboré une directive-cadre européenne sur les services publics. En mai 2006, nous avons publié notre proposition législative (initiative sans précédent) et nous nous servons de cette publication pour lancer un débat public dans ce domaine. L'efficacité des travaux du Groupe socialiste a déjà permis de renforcer la priorité accordée à cette question importante dans l'agenda politique et d'identifier l'exigence de services publics de meilleure qualité du Groupe.

Le PE a adopté récemment un rapport (rapport Rapkay, septembre 2006) qui invite la Commission à présenter, dans le cadre de la procédure de codécision, des initiatives juridiques dans ce domaine qui suivent l'orientation des propositions formulées par le Groupe dans son document de position sur les services d'intérêt général.

Immigration et intégration

La question de l'immigration est revenue au premier plan du fait des tragédies humaines provoquées dans la région méditerranéenne par les tentatives d'entrée sur le territoire de l'UE. Grâce à notre initiative, le Parlement a adopté des positions importantes et positives dans ce domaine. Mais notre travail ne fait que commencer. Le Groupe socialiste demande que des mesures soient prises d'urgence pour traiter les questions complexes d'immigration et d'intégration. C'est pourquoi nous avons créé un groupe de réflexion sur l'immigration et l'intégration, destiné à nous permettre d'avoir une approche globale et à nous aider à obtenir des résultats politiques dans ce domaine.

Nous sommes pour une politique européenne commune en matière d'immigration, pour une Charte européenne en faveur de l'intégration des migrants et pour des codes de conduite européens en matière de recrutement éthique et de travail décent. L'intervention des États membres devrait reposer sur les principes de solidarité, de partage des coûts et de partage des responsabilités. Les États membres doivent également veiller au respect des droits des migrants et à la prise en compte dans la politique migratoire des besoins communs des États membres ainsi que des pays d'origine et de transit.

Développement durable

Le Groupe socialiste a été le seul groupe unanime -tous les autres groupes étant plus ou moins divisés sous la pression de différents types de lobbies- concernant le dossier REACH à la fois complexe et important, pour lequel nous avons obtenu le rôle de rapporteur.

Le PE a soutenu, en première lecture, un accord complexe négocié par le Socialiste Sacconi en approuvant ce rapport qui fera une grande différence dans la protection de la santé humaine, aussi bien sur le lieu de travail que dans la vie quotidienne, et dans la protection de l'environnement. Le Groupe socialiste est parvenu à obtenir que les producteurs et les importateurs soient tenus d'analyser leurs produits chimiques et de prouver qu'ils sont sans risque ou que leur utilisation est nécessaire et strictement contrôlée.

La procédure REACH est un parfait exemple de la priorité que nous accordons à l'équilibre entre compétitivité et développement, d'une part, et protection des consommateurs, d'autre part. Le Parlement en est désormais à la deuxième lecture, et nous mettons tout en œuvre pour obtenir un résultat final aussi proche que possible de la position initiale du PE.

Énergie et recherche

Le Groupe socialiste vient d'adopter un document sur «une politique énergétique durable et commune pour l'Europe». Ce document est le fruit d'un dialogue et de consultations internes et externes intenses.

Il va maintenant être transmis aux chefs d'État et de gouvernement ainsi qu'à la Commission européenne à un moment opportun, c'est-à-dire juste avant que la Commission procède à sa première analyse stratégique de la politique énergétique européenne et avant le début de la présidence allemande, durant laquelle le Conseil européen de printemps devrait définir une politique énergétique pour l'Europe.

Dans ce document, le Groupe socialiste demande une stratégie pour une politique énergétique étrangère commune, un profond changement en matière d'efficacité énergétique, ainsi que le développement des énergies renouvelables et des technologies d'énergie plus propres. Notre Groupe est pour la réalisation du marché intérieur du gaz et de l'électricité, avec une solidarité énergétique entre les États membres, et pour la réalisation des réseaux énergétiques transeuropéens.

La question d'une bonne politique énergétique est étroitement liée au problème du changement climatique et constitue l'un des moyens de lutter contre ce phénomène. C'est pourquoi une action dans ce domaine représente l'une de nos grandes priorités.

S'agissant de la recherche, nous avons contribué à l'adoption du 7^e programme-cadre et avons également pu maintenir le financement européen en faveur de la recherche sur les cellules souches embryonnaires; l'adoption de ce compromis a été une grande réussite pour notre Groupe.

Le rôle clé de l'Europe dans le monde

Le Groupe socialiste est pour la prévention et la résolution diplomatiques de tous les conflits. Nous aspirons à mettre un terme à toutes les formes de violence et sommes pour la mise en place d'un véritable dialogue entre les parties concernées. L'Europe intervient à présent en qualité de partenaire privilégié dans les processus de paix. C'est pourquoi nous œuvrons à l'amélioration de nos relations avec les partenaires politiques et au renforcement de nos activités dans les pays concernés.

Le Groupe a particulièrement bien réussi à diriger les difficiles négociations interinstitutionnelles concernant les instruments de l'action extérieure de l'UE dans les domaines de la politique étrangère et de la politique de développement. Le Groupe socialiste est parvenu à obtenir de la Commission une proposition législative concernant un instrument financier consacré à la démocratie et aux droits de l'homme, et notre Groupe a été le seul à présenter des propositions concernant le contenu politique de l'instrument de coopération au développement, propositions qui ont permis d'aboutir à un accord concernant à la fois le contenu et le respect du rôle et des prérogatives du PE.

Moyen-Orient

Le Groupe socialiste est très actif à cet égard. Sur notre initiative, le PE a adopté plusieurs résolutions concernant le Moyen-Orient qui reflètent largement nos positions et qui peuvent servir de base à une plate-forme politique concernant cette crise.

Il n'existe de toute évidence aucune solution militaire au conflit opposant Israéliens et Palestiniens et, compte tenu de la crise humanitaire, une action diplomatique s'impose d'urgence. Aussi le Groupe socialiste a-t-il l'intention de préserver le dialogue et de contribuer au processus de paix dans la région en organisant au printemps 2007 une conférence comptant sur la participation de représentants des principaux pays concernés et des organisations internationales pertinentes, afin de contribuer à l'élaboration de nouvelles initiatives visant à promouvoir le dialogue et à établir un cadre pour un processus de négociations.

Lutte contre le terrorisme et respect des droits de l'homme et des libertés civiles

Les retombées de la guerre menée contre le terrorisme par les États-Unis s'intensifiant, le PE s'est joint aux efforts concertés des enquêtes parlementaires menées à travers l'Europe au sujet de la pratique des «restitutions extraordinaires». Le sérieux rapport intérimaire (du Socialiste Claudio Fava; juillet 2006) a été adopté à la grande majorité grâce au travail des Socialistes, tandis que les conservateurs étaient de nouveau profondément divisés.

Le rôle de meneur ainsi joué par le Groupe socialiste a ensuite permis au PE d'ouvrir la voie à la déclaration publique du Conseil reconnaissant que Guantánamo Bay devait être fermée le plus rapidement possible. Le Groupe socialiste a ainsi bien fait comprendre sa position qui consiste à dire que la lutte contre le terrorisme ne peut porter atteinte aux droits fondamentaux des individus et que nous avons besoin d'une approche équilibrée tenant compte du respect des droits de l'homme et des aspects sécuritaires. La leçon à en tirer est que ce type de situations ne doit pas se reproduire.

Visites au Groupe et dialogue

Le Groupe socialiste a continué ses échanges de vues avec des invités de premier plan de la famille socialiste.

Dans le cadre de la coopération institutionnelle, les membres de la Commission européenne sont venus s'exprimer devant le Groupe. à l'occasion de l'investiture de la nouvelle Commission en 2004, le Groupe socialiste a auditionné en particulier les Commissaires socialistes.

Plusieurs groupes de visiteurs des groupes frères venant des parlements nationaux, des partis frères et des syndicats ont rendu visite au Groupe pendant la première partie de la législature et un certain de leaders socialistes sont venus s'exprimer à l'occasion des réunions du Groupe.

En outre, le Groupe socialiste procède à des échanges de vues en général avec un certain nombre de leaders d'opinion venus de toute l'Europe.

Parmi les personnalités venues au Groupe:

Paavo Lipponen, Porte-parole de la Chambre au Parlement finlandais,

Leyla Zana (Turkey), Lauréat du Prix Sakharov,

Zhanna Litvina, Président de l'Association Biélorusse des Journalistes, Lauréat du Prix Sakharov,

P. Nikiforos Diamandouros, Médiateur européen,

José Sócrates, Secrétaire Général du PSP,

Soeurs de Robert McCartney: Paula, Gemma et Catherine McCartney,

Walid Joumblatt, Président du Parti Progressiste Socialiste du Liban,

John Hume, Prix Nobel de la Paix, ancien député européen,

François Hollande, Premier secrétaire du Parti socialiste français,

Charles Clarke, Secrétaire aux Affaires intérieures britannique,
Douglas Alexander, Ministre d'Etat britannique aux affaires européennes,
Hauwa Ibrahim, Lauréat du Prix Sakharov,
Marek Borowski, Leader du parti Social démocratie (SDPL), Pologne,
Rita Borsellino, Candidate aux élections régionales en Sicile,
Jacques Delors, Ancien Président de la Commission,
Jiri Paroubek, Premier Ministre de la République Tchèque,
Jiri Havel, Vice- Premier Ministre de la République Tchèque,

Bohuslav Sobotka, Ministre des Finances et Président du CSSD,
Jan Mladek, Ministre de l'Agriculture, République Tchèque,
Zdenek Malek, Vice-Président de la Confédération des Syndicats tchèques,
Alexander Milinkevich, Leader de l'opposition de Belarus,
Edi Rama, Maire de Tirana et Leader du Parti Socialiste d'Albanie (SPA),
Sergei Stanishev, Premier Ministre de la République de Bulgarie,
Mircea Geoana, Leader du PSD, Roumanie,
Ivica Racan, Président du SDP Croatie,
Geoff Hoon, Ministre Britannique pour l'Europe,
Beate Winkler, Directeur du Centre Européen d'Evaluation du Racisme et de la Xénophobie (EUMC),
Pierro Fassino, Secrétaire National des Démocrates de Gauche (DS), Italie,
Marek Pol, Président du Conseil de Unia Pracy/Union du Travail.

Malgré toutes nos réalisations, il reste encore beaucoup à faire. Nous continuerons de lutter contre le néolibéralisme et pour l'application de nos valeurs et de nos principes.

Le Groupe socialiste a de nouveaux défis à relever, notamment avec la montée du néo-conservatisme et du populisme de droite. La mondialisation, avec ses dimensions humaine et sociale, représente également un de nos grands défis. Nous tenons par ailleurs à faire profiter l'Europe, en tant qu'acteur clé de la prévention et de la résolution multilatérales des conflits, de notre contribution politique et pratique.

Martin Schulz
Président du Groupe Socialiste au Parlement Européen